

(N° 106)

Chambre des Représentants.

SÉANCE DU 6 FÉVRIER 1908.

BUDGET DE LA DETTE PUBLIQUE POUR L'EXERCICE 1908 (1).

RAPPORT

FAIT, AU NOM DE LA SECTION CENTRALE (2), PAR M. LEVIE.

MESSIEURS,

Les augmentations et diminutions prévues au Budget sont justifiées dans la note préliminaire. Elles n'ont, en sections, donné lieu à aucune observation.

Diverses questions ont retenu l'attention de la Section centrale.

I.

Quand le Budget de la Dette publique doit-il être voté? On est tenté de répondre à première vue « qu'il convient de le voter à la fin de l'exercice où » il est déposé; ou, tout au moins, au commencement de l'exercice auquel il » se rapporte; que si, pour des raisons particulières, le Budget extraordinaire est discuté bien avant dans la session, on ne voit pas qu'il y ait » utilité à introduire une seconde dérogation à la règle du prompt examen » des budgets ».

Voici les motifs qui ont guidé la Section centrale dans l'étude de la question et dans le projet de solution auquel elle s'est arrêtée.

Cette année, comme l'an dernier, et il en sera de même l'an prochain, il y

(1) Budget, n° 4, II.

(2) La Section centrale, présidée par M. HARMIGNIE, était composée de MM. TUBAUT, DE PONTIÈRE, DALLEMAGNE, LEVIE, DENIS et VERSTEYLEN.

a, dans le Budget de la Dette publique, un article qu'il importe d'analyser. C'est l'article 9. Il est ainsi conçu : « Intérêts, amortissement et frais de la » dette émise et à émettre pendant les années 1907 et 1908, pour couvrir » les dépenses sur ressources extraordinaires ; intérêts et frais des bons du » Trésor en circulation (crédit non limitatif) : 7,000,000 de francs ».

Quelle est cette dette émise et à émettre en 1907 et 1908, et quelles sont, d'autre part, ces dépenses sur ressources extraordinaires qu'elle couvrira ?

C'est ce que nous ignorons : il n'y a, et il ne peut y avoir, actuellement, aucun document officiel qui nous renseigne pour 1907 ; *a fortiori* pour 1908.

Les documents officiels qui ont trait à la dette et aux dépenses sur ressources extraordinaires, sont : les exposés de la situation générale du Trésor, les comptes rendus des chemins de fer, les Budgets extraordinaires et les lois des comptes.

En ce qui concerne les lois des comptes, les projets n'en pourraient être soumis à la Chambre en temps utile et de façon à jeter quelque lumière sur l'article 9 : c'est ainsi, par exemple, que le compte de 1907 ne pourrait, quelque diligence qu'y apportât le Ministre des Finances, être distribué avant 1909.

Quant aux Budgets extraordinaires, ils se bornent à décréter des travaux et à pourvoir aux ressources nécessaires.

C'est donc exclusivement dans les exposés de la situation du Trésor et les comptes rendus du chemin de fer que la Chambre est à même de puiser les éléments d'appréciation dont elle a besoin.

Au moment où la Section centrale se réunissait pour examiner le Budget et nommer son rapporteur (3 décembre 1907), elle avait à sa disposition — et c'est tout ce que le Gouvernement pouvait lui communiquer — l'exposé de la situation du Trésor au 1^{er} janvier 1907 et le compte rendu des chemins de fer pour 1906.

Elle y trouvait tout ce qui est relatif à 1906 : travaux et capitaux émis en dette.

Au commencement de janvier, M. le Ministre des Finances faisait parvenir au rapporteur les renseignements complémentaires qu'il était en mesure de fournir : c'est-à-dire la situation de la dette consolidée et de la dette flottante au 1^{er} janvier 1908.

Mais, sur l'emploi des capitaux empruntés en 1907, nous ne serons éclairés que plus tard, lorsque seront distribués le nouvel exposé de la situation du Trésor, et, ensuite, le compte rendu des chemins de fer pour 1907. A plus forte raison ne connaissons-nous rien des prévisions d'emprunt pour l'exercice 1908, ni des travaux qui y seront exécutés, sur les Budgets extraordinaires des dernières années.

Sans compter ce que réserve le prochain Budget extraordinaire, qui sera déposé à son heure et qui, peut-être, comprendra des travaux urgents, dont la dépense, soldée par l'emprunt, affectera, le cas échéant, l'exercice en cours.

Serait-il raisonnable de discuter et de voter dans ces conditions à la fin de l'exercice où est déposé le Budget, ou tout au commencement de l'exercice auquel il se rapporte ?

Sans aucune donnée sur l'article 9 qui comporte un crédit non limitatif de

7 millions! Et alors qu'il est matériellement impossible au Ministre de documenter la Chambre!

L'on objectera à la vérité que l'adoption des crédits pour intérêts et amortissement de la dette est de pure forme, que le titre légal des emprunts réside dans les Budgets extraordinaires, et qu'une fois la rente régulièrement émise, le service des intérêts et la dotation d'amortissement s'imposent par voie de conséquence.

Encore reste-t-il vrai que les Chambres, appelées à se prononcer sur ces crédits, ont le devoir, fût-ce au prix d'un ajournement, de rechercher et d'aligner, d'une part, les dépenses et, de l'autre, les capitaux empruntés, afin de se rendre compte de l'affectation de ceux-ci aux travaux qu'elles ont autorisés.

Comment, d'ailleurs, accorder, dès maintenant, des crédits pour l'intérêt et l'amortissement d'emprunts qui, peut-être, découleront du Budget extraordinaire de 1908, alors que ce Budget n'est ni déposé, ni même arrêté par le Ministre?

Ces considérations ont impressionné la Section centrale qui croit devoir y appeler l'attention de la Chambre.

Quel inconvénient y aurait-il à ce que, dans l'avenir, la Section centrale constituée pour l'examen du Budget de la Dette publique s'ajournât *sine die*, jusqu'à la distribution du Budget extraordinaire?

Ne pourrait-elle même se joindre à la Section centrale du Budget extraordinaire et délibérer avec elle?

En ce moment-là, le nouvel exposé de la situation du Trésor, publié en temps opportun, viendrait la documenter sur les travaux et les emprunts de l'exercice écoulé.

De plus, le Gouvernement serait en état, tout au moins dans une certaine mesure, de la renseigner sur les prévisions approximatives de l'exercice en cours.

Il n'y aurait, ensuite, qu'une discussion pour les deux Budgets.

L'article 9, que nous votons aujourd'hui, les yeux fermés et de confiance, serait connu, sinon dans tous, au moins dans ses principaux éléments.

Entre-temps, il faudrait bien, nous ne nous le dissimulons pas, recourir à l'expédient des crédits provisoires.

Mais, outre que le régime actuel n'y échappe pas, il semble qu'à tout prendre, l'innovation, qu'expose et recommande ce rapport, présenterait de sérieux avantages.

Elle a pour elle la logique.

Notre dette publique émane du Budget extraordinaire.

Deux discussions distinctes et successives n'ont pas de raison d'être.

Le vote des Budgets est l'une des prérogatives précieuses de la Chambre.

A elle d'apprécier si la méthode de travail que nous lui soumettons n'y introduirait pas plus d'ordre et de clarté.

Quand en septembre dernier, le Ministre préparait son Budget de la Dette publique, l'article 9 était, un peu, — pour lui-même, — une énigme : aussi le crédit est-il « non limitatif ».

Le 3 décembre, lorsque la Section centrale adoptait le Budget, cet article 9 restait et devait rester en grande partie indéchiffrable.

La situation sera évidemment éclaircie dans quelques mois : pour 1907, les renseignements seront alors complets; et, pour 1908, il y aura espoir d'obtenir certaines prévisions, si approximatives qu'elles soient.

Tout le monde est d'accord pour reconnaître qu'en théorie pure c'est en décembre 1907 que devait être voté le Budget de la Dette publique pour 1908.

Mais il n'est pas de règle sans exceptions. L'essentiel n'est pas de voter vite, mais bien, et en connaissance de cause.

II.

La Section centrale juge utile de revenir sur une observation qu'elle a produite antérieurement déjà.

Le Budget, sur lequel elle fait rapport, et dont les crédits s'élèvent au chiffre total de fr. 174,261,179.22, se divise en trois chapitres.

Le premier est relatif à la dette publique (fr. 137,168,773.87).

Le deuxième, aux rémunérations et pensions (fr. 34,699,333.35).

Le troisième, aux intérêts sur cautionnements et consignations (2 millions 393,050 francs).

Et c'est cette multiplicité d'éléments, dont il est arbitrairement formé, qui a provoqué des erreurs et des conclusions aussi injustes que déconcertantes. Faut-il rappeler que des publicistes ont pu voir, dans les chiffres globaux de ce Budget, la charge en intérêts et amortissement de notre dette publique : soit, pour 1908, fr. 174,261,179.22, au lieu de fr. 137,168,773.87.

On éviterait d'aussi fâcheuses confusions ⁽¹⁾ en supprimant, pour les rattacher aux Budgets des Départements qu'elles concernent, les pensions et les rémunérations en matière de milice, ainsi que les intérêts sur cautionnements et consignations.

Les mots « dette publique » ont un sens clair et précis, qui exclut tout crédit étranger au service de la dette proprement dite.

Débarrassé de ces éléments quelque peu disparates, le Budget de la Dette publique serait en concordance parfaite avec le Budget extraordinaire, dont il découle.

On ne peut invoquer aucune raison de principe pour ne point porter au Budget de la Guerre les rémunérations de milice.

On n'en peut invoquer, non plus, aucune, pour ne point charger le Budget des Chemins de fer, par exemple, du crédit relatif aux pensions qui le concernent. D'autant plus que le compte rendu des chemins de fer a, en 1905 et 1906, réalisé, pour partie, ce desideratum, en ajoutant ces pensions aux dépenses d'exploitation, alors qu'autrefois elles ne figuraient que pour mémoire dans les statistiques du compte rendu. Ne serait-il pas rationnel d'appliquer la mesure jusqu'au bout, c'est-à-dire de transférer au Budget des Chemins de fer lui-même, le crédit relatif à ces pensions? C'est là qu'il sera bien à sa place, et non dans le Budget de la Dette publique où, manifestement, il constitue un hors-d'œuvre.

(1) Elles ont été relevées par MM. Hubert et Renkin à la séance du 17 mars 1904.

III.

La Dette consolidée.

Il résulte d'une note de M. le Ministre des Finances qu'elle s'élève, au 1^{er} janvier 1908, au capital de fr. 3,364,611,550.56 se décomposant comme suit :

Dettes à 2 1/2 %	fr. 219,959,631 74
— 3 % 1 ^{re} série	480,555,575 »
— 3 % 2 ^{me} série	2,413,917,882 22
— 3 % 3 ^{me} série	247,402,500 »
— 3 % (servitudes militaires).	2,775,961 60

Fr. 3,364,611,550 56

Notre dette ne cesse d'augmenter et personne, pourtant, ne s'émeut.

C'est que, de plus en plus, les ressources de l'emprunt sont réservées aux dépenses d'outillage économique.

Si la dette s'accroît, notre outillage économique se complète dans la mesure même de cet accroissement, couvrant, par sa productivité, les charges de nos emprunts successifs et assurant la prospérité du pays.

Le tableau des dépenses extraordinaires de la période qui va du 1^{er} janvier 1895 au 31 décembre 1906 est, à cet égard, intéressant et suggestif (1).

C'est à l'outillage économique de la nation qu'elles sont, à 4.7 % près, toutes consacrées.

D'un côté, fr. 1,253,288,801.56; de l'autre, seulement fr. 62,141,852.38, payés, et au delà, par des bonis budgétaires qui dépassent 95 millions.

Si nos finances n'étaient engagées dans les chemins de fer, les canaux, les rivières et les ports, nous n'aurions guère de dette.

De là, la confiance de l'opinion publique.

Aussi longtemps que croîtront la population et l'activité économique de la Belgique, la dette, qui représente le capital social de nos régions, continuera à grossir, tout comme nous voyons grossir, autour de nous, le capital de nos puissantes sociétés industrielles.

Qui donc, notamment au moment où se prépare l'organisation industrielle du bassin du Nord, oserait conseiller aux pouvoirs publics de ne pas l'outiller en temps opportun et comme il convient? Qui refuserait d'y créer et améliorer les voies de fer et d'eau nécessaires à son développement?

Lorsque le produit brut des régions et le revenu des placements suffisent, en quelque sorte, à assurer le service des intérêts et de l'amortissement, après avoir couvert les dépenses d'exploitation, n'est-on point fondé à déclarer la situation des plus satisfaisantes?

Combien de nations, en Europe, pourraient dresser un bilan comparable au nôtre?

(1) Budget extraordinaire pour 1907.

Ce qu'il faut considérer, c'est non seulement le chiffre des capitaux engagés, c'est aussi leur emploi et leur rendement.

Une dette élevée, ayant sa contre-valeur en un avoir productif, est, pour un peuple, autrement facile à porter qu'une autre, relativement peu onéreuse, mais employée à des dépenses stériles.

On calcule que, depuis 1866, les dettes publiques européennes ont plus que doublé : de 66 milliards, elles ont, en 1906, passé à 148 milliards ; et les dépenses pour le service de la dette ont (malgré les conversions et les réductions d'intérêt), de 2,400 millions, monté à près de 6 milliards ⁽¹⁾.

La nôtre a subi une progression sensiblement plus rapide. Mais elle a servi à fonder des entreprises fructueuses qui, pour une large part, ont assuré notre avenir économique.

Si, de fr. 644,207,248.01, en 1866, elle s'est élevée à fr. 3,285,467,030.56 en 1906, nous pouvons, par contre, inscrire, en regard, des éléments d'actif et de rapport qui la compensent ; et parmi eux, en première ligne, le chemin de fer, dont le capital utile, de 239,503,337 francs en 1866, est, en 1906, de 2,243,867,103 francs, avec 4,065 kilomètres de lignes exploitées, pour 789 kilomètres en 1866.

Alors que tant d'États n'ont pas ou guère de régies, ou ont eu recours à l'emprunt pour solder des déficits budgétaires et faire face aux frais de guerres malheureuses !

La France, assurément, compte parmi les nations les plus riches.

Et l'on voit, en consultant les chiffres indiqués au groupe d'études financières de l'École libre des sciences politiques, présidé par M. Stourm, que la dette française proviendrait pour 37 % de dépenses de guerre, 36 % d'exigences du Trésor et des Budgets, 3 % d'indemnités politiques et 24 % seulement de travaux ⁽²⁾.

Ainsi s'affirment, par l'étude comparative et approfondie des dettes européennes, la qualité et les avantages de la dette belge.

IV.

Dette flottante.

On sait que, de 1836 à 1860, le Budget des Voies et Moyens accordait au Gouvernement l'autorisation de recourir à l'émission de bons du Trésor, selon les exigences et les besoins du service financier et qu'il fixait, pour chaque exercice, le maximum qui pouvait être engagé.

C'est aujourd'hui le Budget extraordinaire qui permet l'émission des bons du Trésor et voici en quels termes : « Le Ministre des Finances est autorisé » à créer, à concurrence du montant de l'emprunt à contracter éventuellement, des bons du Trésor portant intérêt et payables à une échéance qui » ne pourra dépasser cinq ans. »

(1) M. Neymarck dans le *Rentier* du 27 juillet 1907. — *Journal des Économistes* du 15 novembre 1907, p. 244.

(2) DEBRAY, pp. 7 et 8.

Le Ministre a le choix : il émet soit des titres de la Dette consolidée, soit des bons du Trésor. C'est à lui à apprécier, d'après les circonstances, à quel mode l'intérêt du crédit public commande de recourir.

Au 1^{er} janvier 1908, la dette flottante s'élevait au capital
de fr. 51,020,000 »
se décomposant comme suit :

Bons du Trésor à 2 %	fr. 20,000 »
— 3 %	26,000,000 »
— 3 1/2 %	20,000,000 »
— 4 %	5,000,000 »

On se rappellera, en outre, que M. le Ministre des Finances a, au Sénat, le 17 décembre et à la Chambre, le 14 janvier, fait connaître qu'il venait d'émettre, à 4 %, quarante millions de francs.

Il va de soi que les conditions d'émission dépendent de l'état du marché de l'argent.

Le taux de 4 % est relativement favorable, si l'on considère l'accentuation de la tension monétaire qui s'est produite en 1907.

* * *

On trouvera ci-après, dans une annexe :

- 1^o Le cours de la rente, mois par mois, en 1906-1907 ;
- 2^o Le relevé des opérations relatives à l'émission et au remboursement des bons du Trésor pendant l'année 1907.

V.

Examen du Budget en Sections et en Section centrale.

La 1^{re} section l'a adopté par neuf voix et neuf abstentions ;

La 2^e section par dix-sept voix et quatre abstentions ;

La 3^e section par cinq voix contre quatre ;

La 4^e section à l'unanimité ;

La 5^e section par huit voix contre quatre ;

La 6^e section par onze voix contre une et deux abstentions.

La Section centrale a adopté le Budget à l'unanimité des membres présents, moins une voix. En conséquence, elle vous en propose l'adoption.

Le Rapporteur,
MICHEL LEVIE.

Le Président,
ALP. HARMIGNIE.



(8)

ANNEXE I.

Cours moyen de la rente belge en 1906 et 1907.

MOIS.	2 1/2 %.	3 % 1 ^{re} série.	3 % 2 ^e série.	3 % 3 ^e série.
1906.				
Janvier	85.70	99.71	99.68	99.68 ^s
Février	85.16	99.72	99.73	99.75
Mars	85.05	99.68	99.71	99.73
Avril	85.50	99.65	99.73 ^s	99.66 ^s
Mai	85.74 ^s	99.68	99.72	99.85
Juin	85.75	99.66	99.68	99.67 ^s
Juillet	86	99.68	99.65 ^s	99.65
Août	85.52	99.68	99.71	99.71
Septembre	85.48	99.64 ^s	99.71 ^s	99.71
Octobre	85.50 ^s	99.62	99.69	99.63 ^s
Novembre	84.65	99.65	99.69	99.65
Décembre	84.27 ^s	99.61 ^s	99.59 ^s	99.58
1907.				
Janvier	84.13 ^s	99.66 ^s	99.65	99.66 ^s
Février	83.92 ^s	99.62	99.60	99.64 ^s
Mars	84.16 ^s	99.13	99.11	99.23 ^s
Avril	84.12	98.83 ^s	98.86	98.77
Mai	83.05	97.87 ^s	98.02	97.98 ^s
Juin	82.55	97.25 ^s	97.30 ^s	97.34
Juillet	82.08 ^s	97.70	97.70 ^s	97.77
Août	82.27 ^s	97.33 ^s	97.50	97.34 ^s
Septembre	81.36	96.20 ^s	96.49 ^s	96.40
Octobre	80.70	96.66 ^s	96.83 ^s	96.76
Novembre	80.31	96.05	96.06	96.07
Décembre	80.72	95.59	95.53 ^s	95.70

ANNEXE II.

BONS DU TRÉSOR.

État des opérations relatives à l'émission et au remboursement des Bons du Trésor pendant l'année 1907.

Situation au 1^{er} janvier 1908.

DATES des émissions.	DATES des échéances.	TAUX de l'intérêt.	CAPITAL DES BONS		INTÉRÊTS payés pendant l'année 1907.	CAPITAL DES BONS	
			en circulation au 1 ^{er} janvier 1907.	émis pendant l'année 1907.		remboursés pendant l'année 1907.	en circulation au 1 ^{er} janvier 1908.
18 juillet 1902.	18 juillet 1907.	2 %	10,000	"	200	10,000	"
18 — 1904.	18 — 1908.	2 %	10,000	"	200	"	10,000
7 août 1905	7 août 1909	2 %	10,000	"	200	"	10,000
24 février 1906.	30 juin 1907.	3 %	2,500,000	"	37,500	2,500,000	"
1 ^{er} mars —	30 — —	3 %	2,500,000	"	37,500	2,500,000	"
8 mai —	6 mai —	2 ½ %	15,000,000	"	372,945 15	15,000,000	"
27 juillet —	27 janvier —	2 ½ %	1,500,000	"	"	1,500,000	"
7 août —	7 février —	2 ½ %	1,500,000	"	"	1,500,000	"
25 septembre —	25 mars —	2 %	1,000,000	"	10,000	1,000,000	"
18 octobre —	26 janvier —	3 %	5,000,000	"	"	5,000,000	"
18 novembre —	26 février —	3 %	10,000,000	"	"	10,000,000	"
22 décembre —	1 ^{er} avril —	3 %	5,000,000	"	"	5,000,000	"
26 janvier 1907.	6 mai —	3 %	"	5,000,000	41,666 66	5,000,000	"
27 — —	27 juillet —	2 ½ %	"	1,500,000	18,750	1,500,000	"
7 février —	7 août —	2 ½ %	"	1,500,000	18,750	1,500,000	"
26 — —	6 juin —	3 %	"	10,000,000	83,333 33	10,000,000	"
15 avril —	24 juillet —	3 %	"	5,000,000	41,666 66	5,000,000	"
6 mai —	14 août —	3 %	"	5,000,000	41,666 66	5,000,000	"
7 — —	7 mai 1908.	3 %	"	5,000,000	90,000	"	5,000,000
17 — —	17 — —	3 ½ %	"	10,000,000	"	"	10,000,000
6 juin —	14 septembre 1907.	3 %	"	10,000,000	83,333 33	10,000,000	"
10 — —	10 décembre 1908.	3 ½ %	"	10,000,000	175,000	"	10,000,000
24 juillet —	1 ^{er} novembre 1907.	3 %	"	5,000,000	41,666 66	5,000,000	"
27 — —	27 janvier 1908	3 %	"	1,500,000	22,500	"	1,500,000
7 août —	7 février —	3 %	"	1,500,000	22,500	"	1,500,000
14 — —	22 novembre 1907.	3 %	"	5,000,000	41,666 66	5,000,000	"
14 septembre —	23 décembre —	3 %	"	10,000,000	83,333 33	10,000,000	"
1 ^{er} novembre —	9 février 1908.	3 %	"	5,000,000	41,666 66	"	5,000,000
22 — —	1 ^{er} mars —	3 %	"	5,000,000	41,666 66	"	5,000,000
5 décembre —	2 janvier 1911.	4 %	"	4,500,000	12,821 92	"	4,500,000
20 — —	2 — —	4 %	"	500,000	602 74	"	500,000
25 — —	1 ^{er} avril 1908	3 %	"	10,000,000	83,333 33	"	10,000,000
			44,030,000	100,000,000	1,444,469 75	102,010,000	51,020,000
			135,030,000	"		135,030,000	"

Kamer der Volksvertegenwoordigers.

VERGADERING VAN 6 FEBRUARI 1908.

Begrooting van 's Lands Schuld voor het dienstjaar 1908 ⁽¹⁾.

VERSLAG

NAMENS DE MIDDENAFDEELING ⁽²⁾ UITGEBRACHT DOOR DEN HEER LEVIE.

MIJNE HEEREN,

De verhoogingen en verminderingen, op de Begrooting gebracht, zijn toegelicht in de inleidingsnota. Bij het afdeelingsonderzoek werd hieromtrent geen opmerking hoegenaamd gemaakt.

Verscheidene punten werden door de Middenafdeeling behandeld.

I.

Wanneer moet de Begrooting van 's Lands Schuld worden goedgekeurd? Op het eerste gezicht is men gencigd te antwoorden: « dat zij behoort te » worden goedgekeurd op 't einde van het dienstjaar waarin zij voorgelegd » wordt, of ten minste in 't begin van het dienstjaar voor hetwelk zij geldt; » dat zoo, om bijzondere redenen, de Buitengewone Begrooting wordt » behandeld wanneer het zittingsjaar reeds zeer gevorderd is, men niet inzielt » dat eene tweede afwijking van den regel, krachtens welken men de begroo- » tingen spoedig dient te behandelen, eenig nut kan opleveren ».

Bij de studie van dat vraagstuk en voor de ontworpen oplossing welke zij aannam, steunde de Middenafdeeling op de hierna vermelde redenen.

Dit jaar, zooals verleden jaar en zooals het zich ook toekomende jaar zal

(1) Begrooting, n^o 4, II.

(2) De Middenafdeeling, voorgezeten door den heer HARMONIE, bestond uit de heeren TIBBAUT, DE PONTIÈRE, DALLEMAGNE, LEVIE, DENIS en VERSTEYLEN.

voordoen, komt er in de Begrooting van 's Lands Schuld een artikel voor, dat dient te worden ontleed, namelijk artikel 9, luidende als volgt : « Kroo- » zen, aflossing en kosten der kapitalen ontleend en te ontleenen gedurende » de jaren 1907 en 1908 tot bestrijding der uitgaven op buitengewone mid- » delen; interesten en kosten der in omloop Schatkistbons (niet bepaald » krediet) : 7,000,000 frank ».

Welke zijn die ontleende en te ontleenen kapitalen in 1907 en 1908? Welke zijn, anderzijds, die uitgaven op buitengewone middelen welke zij moeten dekken?

Dat weten wij niet : op dit oogenblik bestaat er noch kan er bestaan om 't even welk officieel stuk dat ons inlicht voor 1907 of *a fortiori* voor 1908.

De officieele stukken betreffende de leeningen en de uitgaven op buitengewone middelen, zijn : de overzichten van den algemeenen toestand der Schatkist, de verslagen over den spoorweg, de Buitengewone Begrootingen en de rekeningswetten.

Wat de rekeningswetten aangaat, zou het onmogelijk zijn daarvan de ontwerpen op behoorlijken tijd aan de Kamer voor te leggen, zóó dat artikel 9 eenigszins zou verklaard worden : bij voorbeeld, de rekening van 1907 zou onmogelijk vóór 1909 kunnen rondgedeeld worden, hoeveel spoed ook de Minister van Financiën aan den dag leggen zou.

Wat de Buitengewone Begrootingen betreft, zij bepalen zich er bij te besluiten tot het uitvoeren van werken en te voorzien in de noodige geldmiddelen daartoe.

Uitsluitend in de overzichten van den toestand der Schatkist en in de verslagen over den spoorweg kan dus de Kamer de haar noodige gegevens vinden om te kunnen oordeelen.

Op 't oogenblik dat de Middenafdeeling vergaderde om de Begrooting te onderzoeken en haren verslaggever aan te wijzen (3 December 1907), had zij te harer beschikking — en 't is al wat de Regeering haar kon mededeelen — het overzicht van den toestand der Schatkist op 1 Januari 1907 en het verslag over den spoorweg voor 1906.

Daarin vond zij alles betreffende 1906 : werken en ontleende kapitalen.

In het begin van Januari deed de heer Minister van Financiën aan den verslaggever de verdere inlichtingen geworden, die hij in staat was te verstrekken, namelijk den stand van de gevestigde schuld en van de vlottende schuld op 1 Januari 1908.

Doch over het gebruik der in 1907 ontleende kapitalen zullen wij slechts later ingelicht zijn, namelijk na de ronddeeling van het nieuw overzicht van den toestand der Schatkist en vervolgens van het verslag over den spoorweg voor 1907. Met des te meer reden zullen wij niets kennen van de voor het dienstjaar 1908 te ontleenen kapitalen noch van de in 1908 uit te voeren werken, op de Buitengewone Begrootingen der laatst verlopen jaren.

Er dient daarenboven rekening te worden gehouden met de aanstaande Buitengewone Begrooting die ten gepasten tijde zal voorgelegd worden en misschien spoedvereischende werken zal behelzen, waarvan de kosten op de ontleende kapitalen, bij voorkomend geval, op het loopend dienstjaar zullen worden gebracht.

Zou het redelijk zijn, onder deze omstandigheden de Begrooting te behandelen en goed te keuren op het einde van het dienstjaar waarin de Begrooting wordt ingediend, of in den eersten tijd van het dienstjaar waarop zij betrekking heeft?

Zonder de minste gegevens over artikel 9 waarbij een niet bepaald krediet van 7 miljoen is uitgetrokken! En zulks wanneer het voor den Minister stoffelijk onmogelijk is, de noodige stukken te verschaffen aan de Kamer!

Men zal, wel is waar, opwerpen dat het aannemen van de kredieten voor interesten en uitdelging van 's Lands Schuld louter voor den vorm geschiedt, dat de wettelijke titel der leeningen besloten ligt in de Buitengewone Begrootingen en, is het kapitaal regelmatig ontleend, de dienst der interesten en de dotatie voor de uitdelging daarop onvermijdelijk moeten volgen.

Niettemin blijft het waar dat de Kamers, die over deze kredieten moeten uitspraak doen, tot plicht hebben, al moest het aanleiding geven tot eene verdaging, eenezijds, de uitgaven en, anderzijds, de ontleende kapitalen na te gaan en bijeen te brengen, ten einde te onderzoeken of deze kapitalen werden besteed aan de door haar goedgekeurde werken.

Overigens, hoe zou men reeds nu kredieten kunnen verleen voor den interest en de uitdelging van leeningen die misschien zullen voortvloeien uit de Buitengewone Begrooting voor 1908, terwijl deze Begrooting noch voorgelegd, noch zelfs is opgemaakt door den Minister?

Deze beschouwingen hebben de Middenafdeeling getroffen; zij meent de aandacht der Kamer daarop te moeten vestigen.

Zou er eenig bezwaar in liggen, dat voortaan de Middenafdeeling, belast met het onderzoek van de Begrooting van 's Lands Schuld, hare vergaderingen verdaagde *sine die*, totdat de Buitengewone Begrooting wordt rondgedeeld?

Zou zij zelfs zich niet kunnen aansluiten bij de Middenafdeeling voor de Buitengewone Begrooting en met haar beraadslagen?

Op dat oogenblik zou het nieuwe overzicht van den toestand der Schatkist, ten gepasten tijde verschijnende, haar bepaald inlichten over de werken en de leeningen van het verlopen dienstjaar.

Dan zou daarenboven de Regeering in staat zijn, haar ten minste in zekere mate in te lichten over de nabijkomende ramingen van het loopende dienstjaar.

Daarop zou slechts ééne beraadslaging over de twee Begrootingen volgen.

Al de gegevens, althans de voornaamste gegevens van artikel 9, dat wij nu met gesloten oogen en uit vertrouwen goedkeuren, zouden gekend zijn.

Intusschen zou men wel verplicht zijn, wij moeten het bekennen, onze toevlucht te nemen tot voorloopige kredieten.

Onaangezien het feit dat men, met de huidige regeling, daaraan niet ontsnapt, schijnt het echter dat, in elk geval, de nieuwigheid, door dit verslag in 't midden gebracht en aanprezen, ernstig voordeel zou opleveren.

Het steunt op de logiek.

's Lands Schuld spruit voort uit de Buitengewone Begrooting.

Twee verschillende en achtereenvolgende beraadslagingen hebben geen reden van bestaan.

Het goedkeuren van de Begrootingen is een van de kostbare voorrechten der Kamer.

Op haar rust de taak, na te gaan of er niet meer orde en duidelijkheid zou in gebracht worden door de werkwijze die wij haar onderwerpen.

Toen, in September laatstleden, de Minister zijne Begrooting van 's Lands Schuld voorbereidde, was artikel 9 ietwat — voor hem zelf — een raadsel: ook is het krediet « niet bepaald ».

Op 3 December, toen de Middenafdeeling de Begrooting aannam, bleef dit artikel 9 grootendeels ondoorgrondbaar en moest het ook blijven.

De toestand zal ongetwijfeld opgehelderd zijn binnen eenige maanden: dan zullen, voor 1907, de inlichtingen volledig zijn; en, wat 1908 betreft, zal er hoop bestaan om sommige ramingen te bekomen, hoe nabijkomend deze ook mochten zijn.

Iedereen is het eens om te bekennen dat, in beginsel, de Begrooting van 's Lands Schuld voor 1908 diende te worden goedgekeurd in December.

Doch er is geen regel zonder uitzondering. De hoofdzaak is: niet spoedig, maar goed en met kennis van zaken tot de stemming over te gaan.

II.

De Middenafdeeling acht het nuttig, aan te dringen op eene opmerking welke zij reeds vroeger in 't midden bracht.

De Begrooting, waarover verslag wordt uitgebracht en waarvan de kredieten te zamen fr. 174,261,179.22 bedragen, is in drie hoofdstukken ingedeeld.

Het eerste betreft 's Lands Schuld (fr. 137,168,775.87).

Het tweede betreft de vergeldingen en pensioenen (fr. 34,699,353.35).

Het derde betreft de interesten op borgsommen en consignatiën (2 miljoen 393,050 frank).

Het zijn deze veelvuldige gegevens waaruit zij willekeurig samengesteld wordt, die aanleiding hebben gegeven tot dwalingen en even ongegronde als verwarrende gevolgtrekkingen. Moet hier worden herinnerd dat sommige schrijvers meenden dat de globale cijfers der Begrooting den last van 's Lands Schuld aan interesten en uitdelgingen vertegenwoordigen: hetzij, voor 1908, fr. 174,261,179.22 in stede van fr. 137,168,775.87?

Zulke jammerlijke verwarring zou men vermijden ⁽¹⁾ door de pensioenen en de vergeldingen in zake van militie, alsmede de interesten op borgsommen en consignatiën te doen wegvallen om ze te brengen op de Begrootingen der Ministeriën waarmede zij in verband staan.

De woorden « 's Lands Schuld » hebben een duidelijken en bepaalden zin; elk krediet, vreemd aan den dienst der eigenlijke schuld, wordt daarbij buitengesloten.

(1) Daarop werd gewezen door de heeren Hubert en Renkin ter vergadering van 17 Maart 1904.

Worden die ietwat onvereinigbare bestanddeelen weggelaten uit de Begrooting van 's Lands Schuld, dan zou zij volkomen strooken met de Buitengewone Begrooting waaruit zij voortvloeit.

Op geen enkele reden van beginsel kan men steunen om de militievergelding niet op de Begrooting van Oorlog te brengen.

Evenmin kan men er aanvoeren om de Begrooting van Spoorwegen, bij voorbeeld, niet te belasten met het krediet betreffende de pensioenen voor bedoeld Ministerie. Te meer daar in het verslag over den spoorweg in 1905 en 1906 aan dat desideratum gedeeltelijk gevolg wordt gegeven door die pensioenen te voegen bij de bedrijfskosten, terwijl zij vroeger enkel ter herinnering werden vermeld in de statistieken van het verslag. Ware het niet logisch, dezen maatregel ten volle toe te passen en bijgevolg het krediet betreffende die pensioenen over te brengen op de Begrooting van Spoorwegen zelf? Daar zou het op zijne plaats zijn, niet op de Begrooting van 's Lands Schuld, waaraan het blijkbaar vreemd is.

III.

Gevestigde Schuld.

Uit eene mededeeling van den heer Minister van Financiën blijkt, dat deze schuld bedroeg op 1 Januari 1908 fr. 3,364,611,550 56 ingedeeld als volgt :

Leening tegen 2 1/2 %	219,959,631 74
— — 3 % 1 ^o reeks	480,555,575 »
— — 3 % 2 ^o —	2,413,917,882 22
— — 3 % 3 ^o —	247,402,500 »
— — 3 % (krijgsdienst- baarheden)	2,775,961 60

Fr. 3,364,611,550 56

Onze schuld neemt gestadig toe en niemand nochtans is daarover bekommerd.

De reden daarvan is dat de ontleende kapitalen steeds meer worden besteed aan uitgaven voor 's lands economische uitrusting.

Neemt 's lands schuld toe, ook 's lands economische uitrusting verbetert in gelijke mate : zij dekt de lasten van onze achtereenvolgende leeningen door hetgeen zij opbrengt, en verzekert de welvaart van het land.

Dienaangaande is de tabel der buitengewone uitgaven van 1 Januari 1895 tot 31 December 1906 belangwekkend en beteekenisvol ⁽¹⁾.

Zij zijn allen, op 4.7 % na, besteed aan 's lands economische uitrusting. Eenerzijds, fr. 1,263,288,801.56 ; anderzijds, slechts fr. 62,141,852.38,

(1) Buitengewone Begrooting voor 1907.

meer dan gedekt door de overschotten der begrootingen die 95 miljoen te boven gaan.

Waren onze kapitalen niet belegd in de spoorwegen, de vaarten, de rivieren en de havens, dan zouden wij bijna geen schuld hebben.

Dat is de reden van het vertrouwen waarvan het volk blijk geeft.

Zoolang 's lands bevolking aangroeit en België's bedrijvigheid op handels- en nijverheidsgebied toeneemt, zal de schuld, die het maatschappelijk kapitaal van onze Staatsbedrijven vertegenwoordigt, insgelijks aangroeien, evenals rondom ons het kapitaal onzer machtige nijverheidsvennootschappen toeneemt.

Wie toch zou de openbare machten durven aanraden, inzonderheid nu de nijverheidsinrichting van ons Noorderbekken nakend is, dat bekken niet naar behooren en ten gepasten tijde toe te rusten? Wie zou weigeren, de spoor- en waterwegen te verbeteren, die er noodig zijn voor zijne ontwikkeling?

Wanneer de bruto-ontvangsten der Staatsbedrijven en de inkomsten der belegde gelden nagenoeg toereikend zijn om den dienst der interesten en der uitdelging te verzekeren, na de bedrijfskosten te hebben gedekt, mag men dan niet terecht verklaren dat de toestand uiterst voldoende is?

Hoeveel landen, in Europa, zouden eene balans kunnen opmaken, zooals de onze?

Er moet acht worden gegeven niet alleen op het bedrag van de belegde kapitalen, maar ook op de wijze waarop zij worden gebruikt en op hunne opbrengst.

Eene hooge schuld, waarvan de tegenwaarde is vertegenwoordigd door een winstgevend vermogen, kan door een volk veel gemakkelijker worden gedragen dan eene betrekkelijk geringe schuld waarvan de kapitalen worden besteed aan niets voortbrengende uitgaven.

Men berekent dat sedert 1866 de Staatsschulden in Europa meer dan verdubbeld zijn : van 66 milliard zijn zij, in 1906, geklommen tot 148 milliard : en de uitgaven voor den dienst der schuld zijn (in weerwil van de omzettingen en de verminderingen van het kroos) geklommen van 2,400 miljoen tot nagenoeg 6 milliard ⁽¹⁾.

Onze schuld is merklijk vlugger aangegroeid. Doch zij werd besteed aan het tot stand brengen van winstgevende ondernemingen die onze toekomst op handels-en nijverheidsgebied in ruime mate hebben verzekerd.

Is zij geklommen van fr. 644,207,245.01, in 1866, tot fr. 3,285,467,050.56 in 1906, dan kunnen wij daartegenover stellen een vermogen alsmede winstgevende ondernemingen die er tegen opwegen : daaronder komt in de eerste plaats voor, de spoorweg waarvan het aangewende kapitaal, 239 miljoen 505,337 frank bedragende in 1866, in 1906 2,243,867,103 frank beloopt, met 4,065 kilometer in bedrijf genomen lijnen tegen 789 kilometer in 1866.

(1) De heer Neymarck in *Le Rentier* van 27 Juli 1907. — *Journal des Economistes*, van 15 November 1907, bladz. 244.

En zulks terwijl zoo vele Staten weinig of geen bedrijven hebben ofwel hunne toevlucht namen tot leeningen om het tekort der begrootingen te dekken en de kosten van ongelukkige oorlogen te bestrijden!

Voorzeker hoort Frankrijk tot de minst rijke landen.

Gaat men de cijfers na, opgegeven in de groep financieele studiën der Vrije School voor staatkundige wetenschappen, waarvan de heer Stourm voorzitter is, dan stelt men vast dat de Staatsschuld in Frankrijk zou voortspuiten voor 37 % uit oorlogsuitgaven, voor 36 % uit de behoeften der Schatkist en der Begrootingen, voor 3 % uit politieke vergoedingen en slechts voor 24 % uit openbare werken ⁽¹⁾.

Op deze wijze worden, dank zij de vergelijkende en grondige studie der Staatsschulden in Europa, de aard en de voordeelen van de Belgische Staatsschuld in het licht gesteld.

IV.

Vlottende Schuld.

Het is bekend dat, van 1836 tot 1860, de Begrooting van 's Lands Middelen aan de Regeering machtiging verleende om Schatkistbiljetten uit te geven naar de vereischten en de behoeften van den financieelen dienst en dat zij, voor elk dienstjaar, het maximum bepaalde, dat mocht uitgegeven worden.

Thans wordt door de Buitengewone Begrooting machtiging verleend tot het uitgeven van Schatkistbiljetten; dat doet zij in deze bewoordingen : « De Minister van Financiën wordt gemachtigd om, tot beloop van de hij » voorkomend geval aan te gane leening, Schatkistbiljetten uit te geven, die » interest opbrengen en uiterlijk na vijf jaren betaalbaar zijn ».

De Minister heeft de keuze : hij geeft titels uit van de Openbare Gevestigde Schuld, ofwel Schatkistbiljetten. Hij moet nagaan, naar de omstandigheden, welk van beide stelsels dient te worden aangenomen in het belang van 's lands krediet.

Op 4 Januari 1908 bedroeg de vlottende schuld een kapitaal van fr. 51,020,000 » ingedeeld als volgt :

Schatkistbiljetten aan 2 %.	 fr.	20,000	»
— 2 %.		26,000,000	»
— 3 1/2 %.		20,000,000	»
— 4 %.		5,000,000	»

Men zal zich insgelijks herinneren, dat de heer Minister van Financiën in den Senaat op 17 December, en in de Kamer op 14 Januari verklaard heeft dat hij pas, aan 4 %, veertig millioen had uitgegeven.

(1) DEBRAY, bladz. 7 en 8.

Het spreekt van zelf dat de voorwaarden dier uitgifte afhangen van den stand der geldmarkt.

De rentevoet van 4% is betrekkelijk voordeelig, wanneer men den gespannen toestand der geldmarkt in 1907 nagaat.

* * *

In eene bijlage wordt hierna medegedeeld :

1° De noteering der rente, maand voor maand, in 1906-1907;

2° De opgaaf der verrichtingen rakende uitgifte en uitkeering der Schatkistbiljetten in 1907.

V.

Onderzoek der Begrooting in de Afdeelingen en in de Middenafdeeling.

De 1° afdeeling keurde haar goed met negen stemmen en negen onthoudingen;

De 2° afdeeling met zeventien stemmen en vier onthoudingen;

De 3° — met vijf stemmen tegen vier;

De 4° — met eenparige stemmen;

De 5° — met acht stemmen tegen vier;

De 6° — met elf stemmen tegen eene en twee onthoudingen.

De Middenafdeeling keurde de Begrooting eenparig goed min één stem. Bijgevolg stelt zij u voor, ze op uwe beurt goed te keuren.

De Verslaggever,
MICHEL LEVIE.

De Voorzitter,
ALP. HARMIGNIE.

BIJLAGE I.

Gemiddelde koers der Belgische rente in 1906 en 1907.

MAAND.	2 1/4 %.	3 % 1 ^e reeks.	3 % 2 ^e reeks.	3 % 3 ^e reeks.
1906.				
Januari	85.70	99.71	99.68	99.69 ^s
Februari.	85.16	99.72	99.73	99.75
Maart	85.05	99.68	99.71	99.73
April.	85.50	99.65	99.73 ^s	99.66 ^s
Mei	85.74 ^s	99.68	99.72	99.65
Juni	85.75	99.66	99.68	99.67 ^s
Juli	86	99.68	99.65 ^s	99.65
Augustus.	85.32	99.68	99.71	99.71
September	85.48	99.64 ^s	99.71 ^s	99.71
October	85.50 ^s	99.62	99.69	99.63 ^s
November	84.65	99.65	99.69	99.65
December	84.27 ^s	99.61 ^s	99.59 ^s	99.58
1907.				
Januari	84.13 ^s	99.66 ^s	99.65	99.66 ^s
Februari.	83.92 ^s	99.62	99.60	99.64 ^s
Maart	84.16 ^s	99.13	99.11	99.28 ^s
April.	84.12	98.83 ^s	98.86	98.77
Mei	83.05	97.87 ^s	98.02	97.98 ^s
Juni	82.55	97.25 ^s	97.30 ^s	97.34
Juli	82.09 ^s	97.70	97.70 ^s	97.77
Augustus.	82.27 ^s	97.33 ^s	97.50	97.34 ^s
September	81.36	96.29 ^s	96.49 ^s	96.40
October	80.79	96.66 ^s	96.85 ^s	96.76
November	80.31	96.03	96.06	96.07
December	80.72	95.50	95.53 ^s	95.70

BIJLAGE II.

SCHATKISTBILJETTEN.

Tabel der verrichtingen betreffende het uitgeven en uitkeeren van de Schatkistbiljetten
in 1907.

Toestand op 1 Januari 1908.

DATUM der uitgifte.	VERVALTIJD	KROOS.	KAPITAAL DER BILJETTEN		INTERESTEN betaald in 1907.	KAPITAAL DER BILJETTEN	
			in omloop op 1 Januari 1907.	uitgegeven in 1907.		terugbetaald in 1907.	in omloop op 1 Januari 1908.
18 Juli 1902.	18 Juli 1907.	2 %	10,000	.	200	10,000	.
18 — 1904.	18 — 1908.	2 %	10,000	.	200	.	10,000
7 Augustus 1905.	7 Augustus 1909.	2 %	10,000	.	200	.	10,000
24 Februari 1906.	30 Juni 1907.	3 %	2,500,000	.	37,500	2,500,000	.
1 Maart —	30 — —	3 %	2,500,000	.	37,500	2,500,000	.
* Mei —	6 Mei —	2 ½ %	15,000,000	.	372,945 15	15,000,000	.
27 Juli —	27 Januari —	2 ½ %	1,500,000	.	.	1,500,000	.
7 Augustus —	7 Februari —	2 ½ %	1,500,000	.	.	1,500,000	.
25 September —	25 Maart —	2 %	1,000,000	.	10,000	1,000,000	.
18 October —	26 Januari —	3 %	5,000,000	.	.	5,000,000	.
18 November —	26 Februari —	3 %	10,000,000	.	.	10,000,000	.
22 December —	1 April —	3 %	5,000,000	.	.	5,000,000	.
26 Januari 1907.	6 Mei —	3 %	.	5,000,000	41,666 66	5,000,000	.
27 — —	27 Juli —	2 ½ %	.	1,500,000	18,750	1,500,000	.
7 Februari —	7 Augustus —	2 ½ %	.	1,500,000	18,750	1,500,000	.
26 — —	6 Juni —	3 %	.	10,000,000	83,333 33	10,000,000	.
15 April —	24 Juli —	3 %	.	5,000,000	41,666 66	5,000,000	.
6 Mei —	14 Augustus —	3 %	.	5,000,000	41,666 66	5,000,000	.
7 — —	7 Mei 1908.	3 %	.	3,000,000	90,000	.	3,000,000
17 — —	17 — —	3 ½ %	.	10,000,000	.	.	10,000,000
6 Juni —	14 September 1907.	3 %	.	10,000,000	83,333 33	10,000,000	.
10 — —	10 December 1908.	3 ½ %	.	10,000,000	175,000	.	10,000,000
24 Juli —	1 November 1907.	3 %	.	5,000,000	41,666 66	5,000,000	.
27 — —	27 Januari 1908.	3 %	.	1,500,000	22,500	.	1,500,000
7 Augustus —	7 Februari —	3 %	.	1,500,000	22,500	.	1,500,000
14 — —	22 November 1907.	3 %	.	5,000,000	41,666 66	5,000,000	.
14 September —	23 December —	3 %	.	10,000,000	83,333 33	10,000,000	.
1 November —	9 Februari 1908.	3 %	.	5,000,000	41,666 66	.	5,000,000
22 — —	1 Maart —	3 %	.	5,000,000	41,666 66	.	5,000,000
5 December —	2 Januari 1911.	4 %	.	4,500,000	12,821 92	.	4,500,000
20 — —	2 — —	4 %	.	500,000	602 74	.	500,000
23 — —	1 April 1908.	3 %	.	10,000,000	83,333 33	.	10,000,000
			44,030,000	109,000,000	1,444,460 75	102,010,000	51,020,000
			153,030,000			153,030,000	